

CONGRES DU P.R.G. - Montpellier - 20 septembre 2015

Discours de Jacques Mézard - Pdt du GROUPE du RDSE - Sénat

Chers Amis,

Mesdames et Monsieur les Ministres que je salue,

J'ai toujours de l'émotion à intervenir devant vous parce que notre relation dépasse le cadre de la simple action politique, elle ressort de l'affectif vis-à-vis d'une sensibilité qui a toujours accompagné fusionnellement ma vie publique.

Commençons par l'épilogue. Tout à l'heure, nous réélirons Jean-Michel à la Présidence et ce sera le moment de mesurer avec sérénité tout ce qu'il a apporté au PRG. Si notre parti peut tenir ce 100^{ème} congrès avec l'intervention de trois ministres et deux présidents de groupe, Jean-Michel y est pour beaucoup et nombre de ceux qui exercent des responsabilités ou y aspirent ne sauraient l'oublier.

Jean-Michel, pour ne pas toujours avoir été d'accord avec toi, pour ne point t'être redevable de mes succès électoraux, permets-moi de te remercier, au nom d'une amitié devenue profonde, de ce que tu as fait pour que le Radicalisme vive.

Dans l'histoire de notre République, un 100^{ème} congrès c'est unique. Soyons-en fiers. Demain sera un autre jour, c'est dans l'après mai 2017 que l'on jugera celles et ceux en charge des responsabilités du Parti, que l'on aura davantage besoin de courage, de repères, de sens de l'Etat. A ce moment, je tiens à saluer le travail de Guillaume Lacroix qui marie intelligence, diplomatie et conviction avec un talent qui mérite vos applaudissements. J'en ai terminé avec les compliments !

Je dois vous rendre compte, en tant que président du groupe RDSE, fort à nouveau de 17 membres, avec une ossature radicale et une tradition d'accueil de sensibilités diverses mais compatibles. Raymond Vall est de retour, sénateur ressuscité avec divers concours dont celui de ceux qui l'avaient poignardé voici un an au mépris des accords signés au plus haut niveau.

Amis radicaux, n'ayez aucune illusion sur la valeur des parchemins électoraux : pour nos partenaires, ce sont des chiffons de papier.

Je n'oublie pas dans quelles conditions aux sénatoriales 2014 Jean-Michel, François Huwart, Raymond Vall et d'autres avaient été battus par nos chers alliés et voici onze mois, la question était : « faut-il sortir du gouvernement ? ».

Lors du forum du PRG voici 10 mois, je vous disais ma confiance à conforter le RDSE, engagement tenu : nous sommes 17 sénateurs et ce n'est qu'une étape !

Au Sénat, notre groupe est respecté, l'estime du pouvoir exécutif n'est pas à son plus haut niveau et c'est un euphémisme.

La place que nous occupons au Sénat découle du travail de toute l'équipe et de notre liberté, laquelle, dans l'héritage de Clémenceau, de Monnerville, est le ciment de notre action.

Liberté, il n'est de plus beau mot dans notre langue. Cette liberté, le RDSE l'a exprimée sous la présidence Sarkozy, nous l'exprimons sous l'actuelle présidence, avec loyauté, par le vote des budgets, des textes les plus symboliques : mariage pour tous, fin de vie, soutien à la loi Macron, mais je le dis clairement : nous continuerons à porter les combats qui nous sont chers quelles que soient les pressions amicales ou inamicales !

Je ne renie rien du combat que nous avons mené sur le cumul, du combat contre une réforme territoriale ratée, salmigondis de textes qui s'entrechoquent dont l'application sur le terrain démontre l'incohérence et hélas un profond mépris des élus locaux injustement décriés, et ce n'est pas l'honneur de la gauche de favoriser ce concert, fausse note de l'harmonie républicaine !

Il est grave de constater que le pouvoir a été largement confisqué par une haute fonction publique, certes compétente, mais à l'origine d'une diarrhée législative et réglementaire unique au monde, devenue mortifère et contre laquelle aucun constipant ne s'est révélé efficace ! Cette Nomenklatura en phase avec son pendant bruxellois entraîne l'asphyxie du Pays, aggravée par un pantouflage quasi institutionnel.

Il appartient à la démocratie représentative de reprendre le pouvoir. Pour cela il faut modifier les institutions.

Tocqueville disait : « Le plus grand soin d'un gouvernement devrait être d'habituer le peuple à se passer de la loi. »

Oui, il existe une fracture entre les citoyens et tous les pouvoirs et plus on éloignera les citoyens des centres de décision, plus cette crise deviendra violente. Pour cela d'ailleurs, la réforme territoriale a des effets pervers parce qu'elle poursuit la destruction du lien de proximité tant géographique qu'humain.

La percée du Front National, nous les partis démocrates, nous en sommes tous responsables !

On ne combat pas le FN simplement par des anathèmes mais par des actes. Entendons les inquiétudes, les peurs, souvent les souffrances de celles et ceux qui pensent trouver refuge dans le vote extrémiste sans avoir aucune notion de la signification de l'idéologie d'extrême droite, de ses relents racistes voire fascistes, mot abstrait pour de nouvelles générations auxquelles l'école de la République ne sait plus apprendre l'histoire et le civisme.

Les français égarés dans le vote FN ont peur que demain soit plus difficile qu'aujourd'hui.

Ils attendent davantage d'écoute pour leurs difficultés du quotidien au niveau du chômage, des fins de mois. Ils ont soif de sécurité même lorsqu'ils ne connaissent l'insécurité que par l'irresponsabilité des chaînes de télévision. Ils ont peur de la bureaucratie européenne, d'une Europe devenue si large qu'ils ne connaissent plus le nom de ses capitales. Ils ont peur de voir notre Nation se dissoudre dans un espace européen invertébré gazeux.

Ils ont besoin d'être rassurés par un exécutif qui leur parle vrai, qui leur délivre une vision claire et forte de la Nation en restaurant la confiance dans un Pays qui a un immense potentiel s'il croit en son avenir !

Mes amis, c'est pour tout cela que notre parti ne doit et ne peut être vécu comme un appendice d'un Parti Socialiste en voie de délitement, lequel distribuerait quelques friandises en période électorale. Cela n'a aucun sens, cela n'est digne ni de notre histoire ni de nos convictions.

Nous vivons un 100^{ème} congrès parce que notre existence est consubstantielle à la République. Nous ne sommes ni socialistes, ni libéraux, ni démocrates-chrétiens, nous sommes des républicains laïcs radicalement Républicains et laïcs.

Nous devons porter un message : le nôtre parce qu'il est différent et que nous l'avons rendu trop souvent inaudible par facilité voire par manque de courage.

Ce message, passé les Régionales douloureuses, ne saurait être absent de l'élection présidentielle de 2017.

C'est, sous la Vème République, l'élection hélas dont tout dépend.

La présence de Christiane Taubira en 2002, celle de Jean-Michel Baylet aux primaires de 2012 l'ont démontré. Nous devons être présents en 2017 avec un message clair autour de quelques thèmes fondamentaux illustrant notre particularité, nos convictions et notre vision moderne de l'avenir.

- En premier lieu le débat sur les institutions :

le régime actuel est à bout de souffle, il conduit à des crises graves voire au pire après l'échec des alternances successives.

Ce régime constitutionnel, nous l'avons combattu depuis 1958 et la montée de l'extrême droite bouleverse un faux équilibre rejeté par les français qui ont compris que les divergences sur les grands dossiers traversent les deux partis dominants en leur sein, les majorités devenant des majorités de conquête électorale, incapables d'avancer car entravées dans leurs contradictions internes : « Macron ne rime pas avec Hamon » et c'est pareil de l'autre côté. Nous devons être à la pointe d'un combat pour modifier la Constitution qui a fabriqué une monarchie républicaine, un déséquilibre absolu de nos institutions, un affaiblissement dramatique du Parlement, un danger pour notre vie démocratique.

La stabilité d'un Gouvernement n'est pas antinomique avec un vrai contrôle du Parlement. L'Angleterre, l'Allemagne le démontrent.

- Nous devons être intransigeants sur la laïcité, nous en sommes les combattants, aucune concession ne doit être tolérée et j'enrage de constater que l'observatoire de la laïcité n'est qu'un édreton absorbant le cri laïc dont le comble est d'être détourné à son profit par l'extrême droite.

La montée des communautarismes est un danger mortel pour la République que nous aimons, l'Etat doit être intransigent.

- Nous devons faire tomber les tabous sur l'économie et l'emploi. Il est pathétique de voir un ministre recadré dès qu'il prononce une phrase interdite par la Bible Solphérinienne version 1910 rectifiée. Radicaux, nous voulons un Etat interventionniste dans les secteurs clefs de l'industrie et des services publics, un Etat qui évite le gâchis d'Alcatel, un Etat qui fait du maintien et du développement des industries de production une priorité nationale.

Mais en parallèle, il convient de donner de la liberté aux entreprises engluées, écœurées par les normes, les règlements, dont un Code du Travail devenu un boulet, les PMI en étant les principales victimes ce qui fait le bonheur de nos concurrents étrangers.

Soyons clairs : la loi Macron est un message médiatique dont l'application sur le terrain sera mesurée. Libérer l'économie est une urgence. Faisons-le dans le respect des salariés avant que d'autres ne le fasse dans le seul intérêt du profit !

- Nous devons faire une vraie priorité nationale des budgets de la recherche et l'innovation industrielle, ce qui implique tous les secteurs. La France a d'immenses talents, mais elle recule quand ses chercheurs partent à l'étranger. Les mutations considérables dans le secteur de l'énergie et du numérique constituent une chance exceptionnelle pour une Nation qui a des secteurs d'excellence dans le nucléaire, l'électricité, l'aéronautique, les transports. Fixons-nous des enjeux à 10 ans sur les transitions énergétiques, sur le développement accéléré de l'énergie hydrogène, la fibre optique, le numérique. Donnons confiance à la Nation en lui fixant des objectifs rassembleurs, catalyseurs d'énergies.
- Quant aux réformes sociétales : nous en avons toujours été les précurseurs et nous le resterons. De l'IVG à la fin de vie, en passant par la bioéthique, n'ayons pas peur de bousculer l'obscurantisme.

Je ne peux conclure sans dire un mot sur l'Europe. Le désamour des français à son égard est une tragédie. Le fonctionnement de son institution, le fonctionnement de l'euro posent problème. L'éloignement de la Russie, de la Turquie, posent problème. C'est un enjeu primordial pour notre avenir et la France, son gouvernement, doivent avoir un rôle moteur pour convaincre nos partenaires d'une nécessaire remise à plat.

Mes amis radicaux, notre histoire est belle. Il nous appartient, par notre travail, notre volonté, notre courage, de l'inscrire dans l'avenir. N'ayez jamais peur de perdre une élection, il n'est qu'un risque en démocratie, c'est de perdre ses convictions.

Portons nos valeurs, elles ont du sens parce que ce sont celles de la Nation, de la République.